

LES FINANCES

LE DÉFICIT BUDGÉTAIRE PRÉVU POUR 1979

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): J'ai une question supplémentaire pour le ministre des Finances qui se rit de la question des compressions budgétaires. Pourrait-il dire à la Chambre à combien il évalue pour l'année financière 1979 le déficit budgétaire qui était déjà de 9.2 milliards de dollars pour l'année financière 1978? Pense-t-il avoir dépassé ce chiffre?

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Finances): Tout d'abord, monsieur l'Orateur, j'avoue être très surpris qu'il n'y ait pas de question de l'opposition officielle au sujet du taux d'inflation.

Des voix: Oh, oh!

M. Chrétien: Peut-être est-ce parce que l'opposition ne veut pas reconnaître qu'il y a eu une forte baisse à ce chapitre? En ce qui concerne les besoins de liquidité pour l'année prochaine, nous reconnaissons que l'année prochaine sera épineuse car nous serons obligés de pourvoir à une dépense de deux milliards de dollars de paiements d'intérêts des obligations d'épargne du Canada. Je ferai connaître les résultats de la situation de notre trésorerie en présentant le budget.

* * *

[Français]

L'ÉNERGIE

ON DEMANDE SI LES SYNDICATS SERONT REPRÉSENTÉS À LA COMMISSION DE CONTRÔLE NUCLÉAIRE

M. Prosper Boulanger (Mercier): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources ou à son remplaçant s'il est absent.

Étant donné que le bill C-14 sur le contrôle nucléaire accroîtra la participation à la Commission de contrôle nucléaire de cinq à neuf membres, le ministre compte-t-il nommer un représentant syndical à la Commission, comme le demandait le directeur des Travailleurs unis de l'acier, M. Docquier, de façon à assurer que les travailleurs aient leur mot à dire en matière de sécurité dans leurs lieux de travail?

[Traduction]

L'hon. James Hugh Faulkner (ministre des Affaires indiennes et du Développement du Nord canadien): Je prends bonne note de cette demande et j'en ferai part à mon collègue.

* * *

● (1442)

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE REMBOURSEMENT PAR L'URSS DES FRAIS DE RÉCUPÉRATION DES DÉBRIS DU SATELLITE

M. Claude Wagner (Saint-Hyacinthe): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires exté-

Questions orales

rieures. A la suite des entretiens que le ministre a eus en fin de semaine aux Nations Unies, puis-je lui demander s'il a demandé officiellement à l'URSS de rembourser au Canada les dépenses qu'il a faites en vue de récupérer les débris du Cosmos 954 tombé sur notre territoire?

L'hon. Donald C. Jamieson (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Non, monsieur l'Orateur, aucune demande de remboursement officielle n'a été présentée à l'URSS. L'affaire a été signalée au secrétaire général, tout d'abord dans une lettre officielle que je lui ai envoyée, puis je l'ai fait personnellement en rendant visite à M. Waldheim hier. J'ai aussi notifié l'Union soviétique. Soit dit en passant, j'ai reçu des explications du secrétaire là-dessus. La prochaine démarche consiste à déterminer la méthode qui permettra de rattacher les coûts à cette activité. Bien entendu, nous attendons également une réponse de l'URSS, qui ne nous est pas encore parvenue, nous faisant part de sa réaction à notre note à ce sujet.

Je présume qu'il faudra un certain temps avant que nous n'obtenions d'autres éclaircissements. En outre, je dois ajouter que les recherches se poursuivent. Nous ne saurions donc pas en ce moment établir le coût définitif. Nous pourrions peut-être présenter un état de compte provisoire, mais nous ne voulons rien faire qui puisse nous empêcher de réclamer ces frais, tant que l'opération se poursuit.

* * *

LA DÉFENSE NATIONALE

LE COÛT QUOTIDIEN DE LA RÉCUPÉRATION DES DÉBRIS DU SATELLITE SOVIÉTIQUE

M. Allan B. McKinnon (Victoria): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire au ministre de la Défense nationale. Étant donné que le gouvernement semble ignorer ce que renferment les traités 6 et 7, ce qui explique qu'on ait bâclé l'avis en question, il semble bien que cette facture va nous rester sur les bras. Le ministre peut-il nous dire à combien s'élève cette facture actuellement et de combien elle augmente chaque jour?

L'hon. Barney Danson (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, je ne peux donner de chiffres précis. Nous savons qu'elle s'élève à plus d'un million de dollars. En fait, elle dépasse les deux millions de dollars actuellement si l'on tient compte de tous les coûts de récupération des débris. Mais on ne peut en déterminer les coûts de façon précise puisque les recherches se poursuivent toujours. Le dernier rapport qui m'est parvenu hier mentionnait plus de 1,000 heures de vol. Les recherches aériennes se poursuivent toujours. On va décider incessamment jusqu'où et à quel niveau les recherches doivent se poursuivre. Les équipes chargées des opérations sont sur les lieux et dans la région actuellement. A leur retour, elles me fourniront d'autres renseignements, et je verrai alors à leur donner d'autres instructions.